

# CE: La taxe carbone (CBAM) sur les engrais ne sera pas arrêtée, malgré la crise du marché

Автор(и): Растителна защита  
Дата: 03.04.2026 Брой: 4/2026



*La Commission européenne a catégoriquement rejeté les appels à une suspension temporaire du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) sur les importations d'engrais dans l'UE. Malgré la situation tendue du marché, exacerbée par les conflits géopolitiques, Bruxelles insiste sur le fait que suspendre le mécanisme présente plus de risques que d'avantages pour l'économie européenne, arguant qu'il protège la production européenne et évite la dépendance aux importations. En réponse au mécontentement concernant les prix élevés (intensifiés par le*

*conflit au Moyen-Orient), Bruxelles mise sur l'allègement de certaines taxes et prépare un plan à grande échelle pour la transformation du secteur des engrais, qui sera discuté à la mi-mois.*

Depuis le début de l'année, les principales coopératives et syndicats agricoles européens alertent sur de graves problèmes. Selon les données de Copa-Cogeca, dès le premier mois de l'entrée en vigueur des obligations financières du MACF (janvier 2026), les importations d'engrais azotés dans l'UE ont chuté de plus de 80% (à seulement 179 mille tonnes contre plus de 1,1 million de tonnes un an plus tôt). Le secteur continue d'insister pour une "suspension immédiate" du mécanisme pour les engrais afin de protéger l'agriculture européenne d'une perte de compétitivité, mais jusqu'à présent Bruxelles refuse de faire une exception.

### **Inquiétudes concernant la dépendance aux importations**

Lors de la réunion des ministres de l'agriculture de l'UE du 30 mars, le commissaire européen à l'Agriculture, Christophe Hansen, a "refroidi l'enthousiasme" des États membres espérant une exception pour les engrais azotés. Le MACF, qui fonctionne en pratique comme une taxe sur les importations de produits à forte intensité carbone, oblige les importateurs à acheter des certificats spéciaux.

"Suspendre l'application du MACF sur les engrais, même s'il existe une base légale pour cela à l'avenir, risque d'aggraver notre dépendance aux importations. Par conséquent, nous devons être très prudents sur cette question", a déclaré le commissaire Hansen aux ministres de l'agriculture.

Pour adoucir le choc financier, la Commission a déjà pris des mesures alternatives :

- Suspension des droits de douane pour certains types d'engrais provenant de pays autres que la Russie et la Biélorussie.
- Réduction de la majoration forfaitaire (*default mark-up*) sur la valeur des importations d'engrais au sein du mécanisme lui-même.

### **La pression des États membres augmente**

De l'autre côté du débat se trouvent les représentants du secteur agricole et un certain nombre d'États membres, qui insistent pour une action urgente. Les prix élevés et la disponibilité réduite

des matières premières, causées par le conflit au Moyen-Orient, créent de sérieuses difficultés pour les agriculteurs européens en pleine campagne de printemps.

Le ministre irlandais de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Marine, Martin Heydon, est l'un des plus grands partisans d'une pause du mécanisme.

"Le MACF crée un risque d'ajouter une couche supplémentaire d'inflation aux coûts des engrais. C'est pourquoi nous soutenons la création d'un mécanisme pour suspendre temporairement son application concernant les engrais, et de la manière la plus rapide possible", a souligné Heydon avant la réunion à Bruxelles.

### **Plan d'action et prochaine réunion de haut niveau**

Au lieu d'une dérogation aux exigences environnementales, Bruxelles prépare un nouveau Plan d'action pour les engrais, qui sera présenté plus tard ce printemps. À cet égard, le 13 avril 2026, le commissaire Hansen convoque une réunion urgente de haut niveau avec les parties prenantes du secteur. Le focus de la nouvelle stratégie devrait porter sur :

- Des mesures structurelles à court et à long terme pour stabiliser le marché ;
- La stimulation de la production interne de l'UE pour réduire la dépendance externe envers les pays tiers ;
- Le soutien aux agriculteurs pour une utilisation plus efficace des ressources ;
- Le remplacement des engrais minéraux par des alternatives biosourcées et à faible émission de carbone.

Il reste à voir si ces mesures seront suffisantes pour apaiser les agriculteurs européens, qui continuent de lutter contre la hausse des coûts de production et l'incertitude des chaînes d'approvisionnement mondiales.